

Valérie Rabault, la plus-value PS



Qui a dit que la gauche n'aimait pas la finance ? Seule députée issue du secteur bancaire, le profil de la nouvelle élue du Tarn-et-Garonne détonne avec la composition du reste de l'Assemblée nationale.

Veste corail, souriante, Valérie Rabault marche à notre rencontre avec la spontanéité d'un député qui a déjà blanchit sous le harnais. Certes, elle vient d'être élue pour la première fois mais le train infernal imposé par ses nouvelles fonctions semble avoir eu raison de son peu d'expérience. Les séances nocturnes au Palais Bourbon sur le projet de loi des finances rectificatives, la vice-présidence de la commission des finances, une sollicitation (pas si)

sûr, le travail dans une circonscription à l'autre bout de la France, ne lui laissent guère le temps de souffler. Un « véritable marathon » nous confie-t-elle.

Encore récemment responsable chez BNP Paribas du département des risques de marché, Valérie Rabault a assis un peu plus sa réputation d'économiste chevronnée en publiant avec **Karine Berger**, son amie depuis vingt ans et elle aussi élue en juin, « Les Trente glorieuses sont devant nous » (2011). Elle y défend un modèle français basé sur trois piliers : la prise de risque, l'égalité et l'ouverture au monde. Une première vie dans le secteur privé qui a commencé avec son diplôme de l'École des Ponts et Chaussées. Elle se dirige dans un premier temps vers le génie civil avec un passage sur les chantiers de Bouygues avant d'opter pour la finance et de rejoindre la Société Générale. Une carrière qu'elle continuera à la BNP Paribas et dont le succès lui vaudra d'être élue par le Financial News parmi les 100 femmes les plus influentes de la finance européenne.

Parallèlement, Valérie Rabault, qui lit déjà les discours politiques de Cicéron en classe de première, s'éprend de la res publica. Cette « forte conscience politique » l'habitera constamment. Elle prend sa carte au PS en 2000 mais refuse de rejoindre un cabinet ministériel, préférant d'abord « réaliser une véritable carrière ». Valérie Rabault nous confie ne pas avoir beaucoup d'activité extra-professionnelle.

Son hobby ? C'était la politique à laquelle elle se consacrait durant ses congés ou à ses heures perdues.

Ainsi, en 2001, elle rejoint **Christian Sautter**, l'ancien ministre des finances, pour faire campagne à Paris autour de **Bertrand Delanoë**. Un succès dont la dynamique lui laissera un « souvenir fabuleux » puisque, Delanoë, au départ challenger, finit par l'emporter contre **Jack Lang**. Elle se rapproche ensuite de **Vincent Peillon** et d'**Arnaud Montebourg** avec qui elle cofondera la Convention pour la sixième République, assumant la charge de trésorière adjointe.

« Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es » dites-vous ? Valérie Rabault prend un malin plaisir à fait mentir les dictons les plus éculés. Ainsi, elle militera pour le « non » lors du référendum européen. Un engagement qui contraste avec le profil de nombreux banquiers qui ont regardé d'un œil plutôt bienveillant ce nouveau traité. Elle refuse, a contrario, la « démondialisation » d'Arnaud Montebourg qu'elle considère comme « un point de désaccord » avec la pensée du nouveau ministre.

2005 voit son retour dans le Tarn-et-Garonne où elle décide de s'investir dans la vie politique locale. Ce sera le début d'incessantes allées et venues entre Paris et Montauban. En 2008, Valérie Rabault se présente aux cantonales mais échoue à la deuxième place. Enfin, elle est investie aux législatives de 2012, après avoir été élue en interne par ses militants et l'emporte assez nettement au second tour contre la redoutée UMP Brigitte Barèges. La nouvelle députée du Tarn-et-Garonne sort endurcie de cette campagne mais aussi sensibilisée aux quotidiens des gens. Elle se dit surprise, notamment, « des nombreuses interrogations des électeurs sur le poids de la dette en France ».

Aujourd'hui, Valérie Rabault entend s'investir dans le projet de financement de la sécurité sociale ainsi que dans la réforme bancaire et financière à venir. À propos de la future banque publique d'investissement, elle affirme vouloir « repenser ce que doit être la structure du financement de l'économie » ajoutant que « la garantie de l'argent public que donne l'État doit servir à protéger les dépôts de gens ». Toutes à ces dossiers, celle qui se dit proche des idées de Pierre Moscovici refuse de se projeter dans le futur et d'envisager une quelque participation à un gouvernement remanié. Un bonus que l'ancienne financière pourrait pourtant bien un jour toucher.

Joseph d'Arrast



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à *La Lettre du Pouvoir hebdo*, et je reçois chaque semaine un exemplaire,

soit 47 numéros, un an, pour 581€ TTC

Ci-joint ma commande et un règlement à l'ordre de : Editions du Pouvoir
6, rue de Bellechasse - 75007 Paris

Merci d'adresser l'abonnement à l'adresse suivante :

Nom/Prénom :
Fonction :
Société :
Adresse :
Code Postal : Ville :
E-mail :
Tél : Fax :

Cachet, date et signature